

## Jean-Pierre Sueur

« Pour lutter contre les ghettos, il faut agir sur l'urbanisme et le cadre de vie avec beaucoup d'ambition. »

**R.C. :** Faut-il concentrer les communautés au même endroit ?

**Jean-Pierre Sueur :** Non. Prenons l'exemple de l'agglomération d'Orléans. Les émigrés ont été, pendant vingt ans, concentrés pour l'essentiel dans trois quartiers : l'Argonne, La Source, Saint-Jean-de-la-Ruelle, ce n'est pas le fruit du hasard. Cette situation résulte de choix qui ont été faits par un certain nombre de responsables pendant toutes ces années. Toute la politique d'attribution de logements a été marquée par ces choix. Il faut, bien entendu, mettre en œuvre une autre politique plus équilibrée qui facilitera l'intégration des populations étrangères. Mais cela demande du temps, car le taux de rotation à l'intérieur du parc H.L.M., par ailleurs, très largement insuffisant, est faible. Il faut voir que la politique menée pendant vingt ans conduit à la création de ghettos. Elu président de l'O.P.H.L.M., je mets en route une autre politique...

**R.C. :** Le changement de politique d'attribution peut-il aller jusqu'à laisser un choix aux futurs locataires ?

**J.-P.S. :** Je ne demande pas mieux que de proposer un choix large à tous les demandeurs de

logements, quelle que soit la nationalité, mais il y a aujourd'hui deux mille demandes en attente. Pendant ces dernières années, on n'a pas créé assez de logements sociaux. Ce déficit important, nous allons essayer de le combler...

**R.C. :** Y a-t-il, selon vous, un lien de causalité entre cadre de vie et comportement ? Le lieu de vie induit-il un comportement ?

**J.-P.S. :** Bien sûr ! Il est évident que la vie est moins belle, moins facile dans un cadre de vie dégradé. En réalité, dans notre société, les échecs se cumulent. C'est là où le logement et le cadre de vie sont les plus dégradés qu'il y a aussi le plus de chômage, de difficultés sociales et de jeunes en échec scolaire. Ce sont donc dans ces quartiers qu'il faut prendre à bras-le-corps l'ensemble des problèmes. C'est l'objet de l'opération Développement social des quartiers (D.S.Q.) qui porte sur les logements, les espaces verts, l'éducation, la vie sociale. Plus prosaïquement, quand le cadre de vie est dégradé, on a moins à cœur de le respecter. Les opérations antigraffitis menées il y a quelques mois ont eu un effet positif.

Quand on laisse les murs dans un état de saleté et d'abandon,

cela empire... Quand, au contraire, on réagit constamment en restaurant les lieux, on incite chacun à le respecter.

**R.C. :** Pour vous, la gestion urbaine compte autant que la conception urbaine en matière d'intégration ?

**J.-P.S. :** Je crois que certains quartiers doivent être rénovés. Il faut y faire entrer l'architecture de notre époque, des espaces verts dignes de ce nom, revoir l'habitat, les commerces, la voirie, les équipements. Faire en sorte que les habitants soient fiers d'habiter dans ces quartiers. C'est tout le contraire de la situation de facilité et d'abandon qui consiste à laisser des quartiers devenir des ghettos qui se dégradent toujours plus. La politique que choisit notre pays, c'est l'intégration, c'est-à-dire le refus des ghettos, des quartiers où les gens seront répartis selon la nationalité. Pour lutter contre les ghettos, il faut agir sur l'urbanisme et le cadre de vie. Avec beaucoup d'ambition, sans avoir peur de changer l'allure de ces quartiers.

Il faut aussi agir sur la politique d'attribution des logements et sur la politique culturelle et sociale.

**R.C. :** Changer l'allure des quartiers, cela peut-il aller jus-

qu'à la démolition ?

**J.-P.S. :** Cela peut passer par des démolitions, mais en réalité, cela passe d'abord par des constructions nouvelles. Si l'on est amené à détruire un immeuble, il faut pouvoir reloger. Donc, il faut reconstruire. D'autre part, dans la grande majorité des cas, les logements H.L.M. peuvent être rénovés et réhabilités sans qu'il soit nécessaire de les détruire. Il y a en revanche un certain nombre de cas où il est plus judicieux de démolir. On crée alors sans doute de meilleures conditions d'habitat à un coût moindre. Prenons l'exemple des Acacias. Je ne critique pas le choix qui a été fait de remplacer de l'ancien par du neuf. Je critique la manière dont cela a été fait, sans concertation ni information.

**R.C. :** Confirmez-vous l'intention de la ville de mener une semblable opération à La Borderie-Mignon ?

**J.-P.S. :** Je ne veux pas que nous fassions comme aux Acacias. Il faudra réhabiliter beaucoup de logements. Aucune décision de démolition éventuelle n'est prise à ce jour. Cela, supposeraient une étude approfondie, une concertation et un programme préalable et ambitieux de construction neuve...

**R.C. :** Pourrez-vous mener à bien l'opération D.S.Q. à l'Argonne au cours d'un mandat ?

**J.-P.S. :** La plus grande partie sera réalisée. Le conseil municipal sera amené à se prononcer le 22 décembre sur la première tranche de travaux : les logements, les espaces verts, les voies de communication et sur les mesures en matière d'éducation et de vie sociale. D'autre part, une réglementation sera créée. Elle aura dès 1990 pour vocation de mettre en œuvre sur le terrain une série de travaux.

**R.C. :** A quel niveau un élu peut-il mieux jouer la carte de l'intégration ? Les jeunes, les femmes ?

**J.-P.S. :** Il faut beaucoup s'appuyer sur les jeunes. Ce n'est pas un hasard si ce sont les représentants des lycéens, des étudiants ou des jeunes travailleurs qui ont les premiers, dans notre pays, mis en garde contre les dangers du racisme et de l'exclusion. Les initiatives de S.O.S. Racisme et de France Plus vont dans le bon sens. Il faut les soutenir. Au-delà, je crois qu'on ne construit rien sur la peur et la haine. Même si le discours de Le Pen semble populaire, il faut le combattre. C'est en réalité un discours démagoïque,

mais je crois qu'au total, la solution est dans les faits. Si nous réussissons à changer en cinq années profondément le quartier de l'Argonne, c'est une vraie réponse à Le Pen. Si nous nous employons à La Source à faire en sorte que les enfants ne soient pas orientés vers une école ou un collège en fonction de leur nationalité, c'est encore une réponse à Le Pen.

Partout où nous luttons contre la misère, la délinquance et le mal de vivre dans les quartiers périphériques, nous répondons à Le Pen.

**R.C. :** Un mot sur le centre-ville et l'habitat ancien où vivait également une communauté étrangère ?

**J.-P.S. :** Nous voulons revivifier le centre ancien d'Orléans. Cela ne passe pas par le départ d'une population existante, mais par l'arrivée d'une nouvelle population. Si nous ne faisons rien, nous serions menacés de voir la population vieillir, puis continuer à se réduire ou bénéficier, probablement, d'immeubles de bureaux. Il faut donc réagir. C'est ce que nous avons fait en lançant l'opération Charpenterie-Dessaux-Châtelet.